

*Les crédits*

c'est de ne rien faire. C'est bien le cas, monsieur le Président.

• (1720)

Nos vis-à-vis se rendent peut-être à New York pour assister à des conférences et s'entretiennent parfois peut-être avec quelqu'un là-bas, mais il y a des choses qu'en tant que pays, nous pouvons décider de nous-mêmes.

Premièrement, nous pouvons dire au monde que, même si nous avons une zone de 200 milles, nous ne contrôlons pas complètement nos stocks biologiques dont dépendent nos pêcheurs et que nous souhaitons changer cette situation. Nous voulons pouvoir contrôler les deux extrémités des Grands bancs. C'est là le fond de la question; nous n'avons aucun contrôle.

Comment pouvons-nous obtenir ce contrôle? Nous pourrions peut-être nous charger de surveiller les activités des navires étrangers qui viennent pêcher là, car ces stocks sont voisins de nos côtes. Cependant, nous n'en faisons rien.

Je parle de surveillance; nous avons toutes sortes de méthodes de conservation dans notre zone de 200 milles et nous ne pouvons les appliquer tout à côté de cette zone, afin de protéger les stocks biologiques. C'est ce que nous devrions dire au monde entier.

En outre, nous devrions prendre des mesures diplomatiques très efficaces contre les pays contrevenants. Tout d'abord, nous devrions peut-être mettre fin à nos relations commerciales avec l'Espagne et le Portugal ainsi que dire aux Canadiens de ne pas se rendre dans ces pays.

Nous devrions tenir compte de ce qui se passera à Madrid ou à Barcelone, étant donné les Jeux olympiques qui se préparent en Espagne cette année. Cela causerait peut-être du tort à certains habitants de ces pays, tout comme la surpêche en cause aux Canadiens.

J'ai déjà vu d'autres pays refuser de participer aux Jeux olympiques, même lorsqu'ils avaient lieu ici. Pourquoi ne pas menacer l'Espagne du même sort? Pourquoi ne pas retirer nos diplomates de quelques-uns des pays qui pratiquent la surpêche pour leur montrer que nous prenons au sérieux ce qui se passe sur la côte est?

Enfin, pourquoi ne pas interdire l'importation des produits de l'Espagne et du Portugal? Nous achetons leur vin, leurs sardines ou toutes sortes de poisson en conserve qu'ils exportent au Canada. Qu'on leur montre que leurs actions causent du tort au Canada, actions qui sont en contravention des règles qui devraient être appliquées dans cette zone.

Le gouvernement canadien n'a rien fait en ce sens. Bien sûr, il est difficile de prendre certaines mesures de la sorte, mais nous devons montrer que nous prenons les choses au sérieux et que nous voulons appuyer le secteur de la pêche sur la côte est.

Pendant le peu de temps qu'il me reste, je voudrais également dire que le Canada n'a pas indiqué clairement aux pays étrangers que, cette fois-ci, il prend les choses au sérieux. Nous devrions reprendre en main toutes les activités de pêche à l'intérieur de notre zone des 200 milles.

À cette fin, le gouvernement du Canada devra peut-être investir un peu d'argent pour transformer le matériel de pêche afin que les navires canadiens puissent pêcher. Il devra peut-être également modifier les méthodes pour que nous puissions vendre le poisson que, habituellement, les navires étrangers viennent pêcher dans notre zone des 200 milles parce que nous ne le pêchons pas. Il est considéré comme «sous-utilisé en application du droit de la mer». Or, il n'est plus sous-utilisé.

Les navires étrangers ne devraient pas pénétrer dans la zone des 200 milles. Nous devrions dire qu'à compter d'aujourd'hui, les Canadiens pêchent tout le poisson qui s'y trouve. Peu importe comment nous le vendrons. Nous devrions pouvoir le vendre à des pays comme le Japon, Cuba et l'ex-URSS, dont les navires viennent pêcher dans notre zone des 200 milles. Or, nous ne le faisons pas.

C'est comme pour le GATT. Le gouvernement s'engage à faire telle ou telle chose, mais ne fait rien du tout.

Je suis ici, mon collègue est là, mais ni lui ni moi n'avons vraiment rencontré toutes ces organisations. Pourtant j'appartiens à toutes ces organisations. Je suis membre des associations qui lient le Canada et la France, le Canada et le Commonwealth, le Canada et les États-Unis. Personne ne m'a pas invitée, ni dans le cas du GATT ni dans le cas de ce conflit, à m'asseoir et à échanger avec des membres de ces organisations ou de l'Union interparlementaire pour leur dire ce qu'ils font.

Je pense qu'il faut commencer ici au Canada. Mardi, je crois, dans le *Globe and Mail*, il y avait une annonce où des phoques magnifiques disaient: «Non, ce n'est pas moi; rien depuis un mois.» Cela signifiait: «Je n'ai pas pris un seul poisson depuis un mois, ce n'est pas moi le coupable.» Qu'est-ce qui va de travers au gouvernement pour qu'on permette la parution de cette publicité d'un bout à l'autre du pays, comme si c'était les pêcheurs qui devaient être blâmés parce que les étrangers et les phoques prennent le poisson?

Ce n'est pas le cas, mais on donnera l'impression aux Européens que nous sommes coupables. Or, nous ne sommes pas responsables de cette situation. Nous voulons que les étrangers se tiennent à distance. Nous voulons réduire le troupeau de phoques et dire au monde